

## INSTRUCTION

N° 02-094-A7-P-R du 27 novembre 2002

NOR : BUD R 02 00094 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

### FONDS DE CONCOURS

#### ANALYSE

Perception de redevances pour l'exercice d'activités liées aux animaux de compagnie d'espèce domestique et pour l'évaluation des connaissances pour le dressage des chiens au mordant

Date d'application : 26/11/2002

#### MOTS-CLÉS

COMPTABILITÉ ; RECOUVREMENT ; PRODUITS DIVERS ;  
FONDS DE CONCOURS ; REDEVANCE ; ANIMAUX DOMESTIQUES

#### DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

#### DOCUMENTS À ABROGER

Néant

#### DESTINATAIRES POUR APPLICATION

ACT	RGP	PGT	TPGR	TPG	DOM	TOM						

#### DIFFUSION

GT 51

*DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*4<sup>ème</sup> Sous-direction - Bureau 4A*

*5<sup>ème</sup> Sous-direction - Bureau 5A*

## SOMMAIRE

<b>1. ENCAISSEMENT DES RECETTES PAR LE TRÉSORIER-PAYEUR GÉNÉRAL .....</b>	<b>4</b>
1.1. Les modalités pratiques de l'encaissement des redevances.....	4
1.1.1. La redevance due pour l'exercice d'activités liées aux animaux de compagnie d'espèces domestiques .....	4
1.1.2. La redevance due pour l'évaluation des connaissances pour le dressage des chiens au mordant .....	4
1.1.3. Ouverture d'un fonds de concours unique .....	5
1.2. Les modalités de comptabilisation des encaissements reçus et d'imputation des recettes .....	5
1.2.1. Imputation des encaissements reçus .....	5
1.2.2. Imputation des recettes.....	5
<b>2. EMISSION DU TITRE DE PERCEPTION PAR UN ORDONNATEUR SECONDAIRE .....</b>	<b>6</b>
<b>3. OUVERTURE DE CRÉDITS .....</b>	<b>6</b>

## LISTE DES ANNEXES <sup>(1)</sup>

ANNEXE N° 1 : Décret n° 99-164 du 29 décembre 1999 pris pour l'application du chapitre III du titre II du livre II du code rural .....	7
ANNEXE N° 2 : Décret n° 2000-1039 du 23 octobre 2000 – Décret relatif aux modalités de délivrance du certificat de capacité relatif à l'exercice des activités liées aux animaux de compagnie d'espèces domestiques, pris en application des dispositions de l'article L 914-6 (IV, 3°) du code rural .....	11
ANNEXE N° 3 : Décret n° 2001-1334 du 27 décembre 2001 portant assimilation à des fonds de concours pour dépenses d'intérêt public du produit de la rémunération de certains services rendus par le ministère de l'agriculture et de la pêche .....	13
ANNEXE N° 4 : Arrêté du 27 décembre 2001 fixant les modalités de rattachement par voie de fonds de concours au budget du ministère de l'agriculture et de la pêche du produit de la rémunération de certains services.....	14
ANNEXE N° 5 : Modèle d'attestation/récépissé .....	15
ANNEXE N° 6 : Arrêté du 25 mars 2002 relatif aux justificatifs de connaissances requis pour les personnes exerçant des activités liées aux animaux de compagnie d'espèces domestiques .....	16

ANNEXE N° 7 : Arrêté du 15 janvier 2002 fixant les modalités de perception de la redevance due par les candidats pour la délivrance de l'attestation de connaissances requise pour l'exercice d'activités liées aux animaux de compagnie d'espèces domestiques .....	19
ANNEXE N° 8 : Arrêté du 27 décembre 2001 fixant les modalités de perception de la redevance due par les candidats pour la délivrance de l'attestation de connaissances et de compétences requise pour le dressage de chiens au mordant .....	20

En application des articles 2 et 13 de la loi n° 99-5 du 6 janvier 1999 relative aux animaux dangereux et errants, l'exercice d'activités liées aux animaux de compagnie d'espèces domestiques (dits animaux domestiques) et le dressage de chiens à l'attaque (dits chiens au mordant) sont réservés aux personnes justifiant de connaissances et de compétences dûment attestées par un certificat de capacité.

Ce dernier est délivré après validation des épreuves organisées par un établissement reconnu par le ministère chargé de l'agriculture.

L'article 7 du décret n° 99-1164 du 29 décembre 1999, ainsi que l'article 2 du décret n°2000-1039 du 23 octobre 2000 (annexes 1 et 2) posent le principe de la participation des candidats aux frais d'évaluation supportés par l'établissement en acquittant une redevance pour services rendus perçue par l'Etat.

Le décret n° 2001-1334 du 27 décembre 2001 et l'arrêté du 27 décembre 2001, publiés au Journal officiel du 29 décembre 2001 (annexes 3 et 4), autorisent et fixent les modalités de rattachement par voie de fonds de concours de 90% des recettes encaissées au titre de la redevance pour services rendus sur le budget du ministère de l'agriculture et de la pêche.

La présente instruction a pour objet de présenter aux trésoriers-payeurs généraux les modalités de comptabilisation et de recouvrement de ces nouveaux produits, ainsi que d'attirer leur attention sur le fait qu'un fonds de concours unique est ouvert pour le rattachement des recettes relatives aux redevances encaissées au titre des deux activités (dressage de chiens au mordant et activités liées aux animaux domestiques).

## **1. ENCAISSEMENT DES RECETTES PAR LE TRÉSORIER-PAYEUR GÉNÉRAL**

### **1.1. LES MODALITÉS PRATIQUES DE L'ENCAISSEMENT DES REDEVANCES**

#### **1.1.1. La redevance due pour l'exercice d'activités liées aux animaux de compagnie d'espèces domestiques**

L'article 2 du décret n° 2000-1039 du 23 octobre 2000 prévoit la perception par l'Etat d'une redevance pour services rendus.

Le candidat souhaitant passer les épreuves du certificat de capacité adresse sa demande d'inscription à l'établissement habilité de la région de son lieu de résidence. A réception, l'établissement transmet au candidat un dossier d'inscription, qu'il doit renvoyer dûment complété.

Parallèlement, il envoie son paiement au trésorier-payeur général du lieu où est implanté l'établissement, accompagné du récépissé dont un modèle figure en annexe 5, à l'adresse indiquée sur celui-ci.

L'arrêté du 25 mars 2002 relatif aux justificatifs des connaissances requis, figurant en annexe 6, définit la liste des établissements agréés pour l'évaluation des connaissances.

Le montant de la redevance à acquitter est fixé par l'arrêté du 15 janvier 2002, joint en annexe 7.

En cas de paiement en numéraire à la caisse d'un comptable public autre que le trésorier-payeur général du siège de l'établissement habilité, le candidat devra remettre le récépissé au moment du paiement au comptable auprès duquel il effectue son versement, ce dernier se chargeant de le transférer immédiatement au comptable assignataire, à l'appui du récépissé.

#### **1.1.2. La redevance due pour l'évaluation des connaissances pour le dressage des chiens au mordant**

L'article 7 du décret n° 99-1164 du 29 décembre 1999 prévoit la perception par l'Etat d'une redevance pour services rendus.

Actuellement, seul l'établissement agricole des Combrailles (Puy-de-Dôme) est habilité par arrêté du 17 juillet 2000 à organiser les épreuves d'évaluation pour l'ensemble du territoire national, y compris les DOM et les TOM.

Le candidat devra donc adresser à cet établissement son dossier d'inscription à l'examen et envoyer parallèlement le paiement, accompagné d'un récépissé, au trésorier-payeur général du Puy-de-Dôme. L'arrêté du 27 décembre 2001 fixe les modalités de perception de la redevance due par les candidats pour la délivrance de l'attestation de connaissances et de compétences requises pour le dressage de chiens au mordant (annexe 8).

Comme au 1.1.1., en cas de paiement en numéraire à la caisse d'un comptable public autre que le trésorier-payeur général du siège de l'établissement habilité, le candidat devra remettre le récépissé au moment du paiement, au comptable auprès duquel il effectue son versement, ce dernier devant procéder au transfert immédiat de la saisine correspondante au comptable assignataire à l'appui du récépissé.

### **1.1.3. Ouverture d'un fonds de concours unique**

Pour les deux activités (dressage des chiens au mordant et activités liées aux animaux domestiques), le comptable doit compléter le récépissé reçu accompagnant le paiement, du numéro du fonds de concours créé à cet effet : 03.2.2.018.

Il doit conserver les récépissés reçus jusqu'à la date de leur envoi à l'ordonnateur compétent, à l'appui de l'état de recouvrement des recettes qu'il établira pour lui demander les titres de perception.

## **1.2. LES MODALITÉS DE COMPTABILISATION DES ENCAISSEMENTS REÇUS ET D'IMPUTATION DES RECETTES**

### **1.2.1. Imputation des encaissements reçus**

Les redevances, perçues avant l'émission du titre de perception, sont imputées au fur et à mesure de leur encaissement au crédit du compte 475.12 *"Imputation provisoire de recettes. Budget général. Fonds de concours"*, sous-compte 475.122 *"Année 2002"* pour le montant total, en attendant l'émission par l'ordonnateur compétent des titres de perception visés au II ci-dessous.

### **1.2.2. Imputation des recettes**

Dès réception des titres de régularisation, le comptable procède dans les conditions habituelles à leur prise en charge et à leur émargement.

Il impute immédiatement les recettes au crédit :

- du compte 901.600 *"Fonds de concours. Année courante"*

spécification comptable "11.03.xxx"<sup>1</sup>

spécification non comptable "22018.xxx<sup>2</sup>.xxxxxx<sup>3</sup>"

- du compte 901.530 *"Taxes, redevances et recettes assimilées. Année courante"*, spécification comptable 399.01 *"Taxes et redevances diverses recouvrées par les comptables du Trésor sur titres de perception"* par apurement du compte 475.12 précité, crédité lors de l'encaissement des redevances.

---

<sup>1</sup> Code de l'ordonnateur émetteur du titre.

<sup>2</sup> Code du débiteur ou partie versante.

<sup>3</sup> Numéro du titre de perception.

## 2. EMISSION DU TITRE DE PERCEPTION PAR UN ORDONNATEUR SECONDAIRE

Le décret n° 2001-1334 du 27 décembre 2001 prévoit l'assimilation des redevances perçues à un fonds de concours à hauteur de 90 % de leur montant, la différence revenant au Budget Général.

Dans ce cas, conformément à l'instruction codificatrice des fonds de concours n° 94-099 A7-P-R du 21 septembre 1994, deux titres de perception sont émis, l'un au profit du fonds de concours, l'autre au profit du Budget général.

Aussi, hebdomadairement, le comptable doit-il établir un état de recouvrement des recettes comportant leur ventilation entre le fonds de concours (90 %) et le Budget Général (10 %).

Chaque semaine, il transmet les états de recouvrement, ainsi que l'ensemble des récépissés reçus, à l'ordonnateur secondaire habilité par le ministère de l'Agriculture, en l'occurrence la direction régionale de l'Agriculture et de la Forêt.

Au vu de l'état de recouvrement, l'ordonnateur établit deux titres de perception :

- l'un, à hauteur de 90 %, imputé sur le compte 901.600 *"Budget Général, Fonds de concours"*, ligne 1100.03.

Il doit référencer le code et le libellé du fonds de concours 03.2.2.018 *"Rémunération de services rendus par le ministère chargé de l'Agriculture lors de la délivrance de certificats capacitaires relatifs au dressage des chiens au mordant et à l'exercice d'activités liées aux animaux d'espèces domestiques"*.

Il doit également comporter l'indication du code de la partie versante, conformément à la nomenclature des débiteurs définie à l'annexe 3 de l'instruction codificatrice susvisée.

- l'autre, à hauteur de 10 %, sur le compte 901.530, spécification comptable 399.01 précités au 1.2.2 (imputation des recettes).

En cas de recouvrement contentieux, la créance sera recouvrée comme une créance de l'État étrangère à l'impôt et au domaine.

## 3. OUVERTURE DE CRÉDITS

L'arrêté du 27 décembre 2001, publié au Journal officiel du 29 décembre 2001, fixe les modalités de rattachement des recettes sur le chapitre 43-23 (Actions de formation et actions éducatives du milieu rural) du budget du ministère de l'agriculture et de la pêche.

Dès l'ouverture des crédits, le ministère de l'Agriculture délègue les crédits correspondants à la direction régionale de l'Agriculture et de la Pêche pour l'indemnisation des établissements prestataires.

Toutes difficultés d'application sont à signaler à la direction générale sous le présent timbre.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 4ÈME SOUS-DIRECTION

HERVÉ GUILLOU

ANNEXE N° 1 : Décret n° 99-164 du 29 décembre 1999 pris pour l'application du chapitre III du titre II du livre II du code rural

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu le code rural ;

Vu le code pénal ;

Vu le code des assurances, notamment son article L. 411-2 ;

Vu l'ordonnance no 59-2 du 2 janvier 1959 modifiée portant loi organique relative aux lois de finances, notamment son article 5 ;

Vu la loi no 99-5 du 6 janvier 1999 relative aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux ;

Vu le décret no 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret no 97-46 du 15 janvier 1997 relatif aux obligations de surveillance ou de gardiennage incombant à certains propriétaires, exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux ;

Vu l'avis du Conseil national des assurances (Commission de la réglementation) en date du 8 juillet 1999 ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décède :

### Chapitre Ier

#### Dispositions relatives à l'application de l'article 211 du code rural

Art. 1er. - I. - Le lieu de dépôt adapté mentionné à l'article 211 du code rural est :

a) Pour les animaux appartenant à des espèces domestiques, un espace clos aménagé de façon à satisfaire aux besoins biologiques et physiologiques de l'espèce. Le lieu de dépôt peut être une fourrière au sens de l'article 213-3 du code rural. Il doit être gardé ou surveillé dans les conditions définies au II de l'article 4 du décret no 97-46 du 15 janvier 1997 susvisé ;

b) Pour les animaux appartenant à des espèces non domestiques, un établissement d'élevage ou de présentation au public d'animaux vivants régi par les dispositions du chapitre III du titre Ier du livre II (nouveau) du code rural.

II. - Les frais mis à la charge du propriétaire ou du gardien de l'animal comprennent les dépenses relatives à la capture de l'animal, à son transport, à son séjour et à sa garde dans le lieu de dépôt mentionné au I ci-dessus.

III. - Le responsable du lieu de dépôt propose au directeur des services vétérinaires du département un ou plusieurs vétérinaires en vue de leur mandatement pour exercer la mission définie au troisième alinéa de l'article 211 du code rural.

## ANNEXE N° 1 (suite)

## Chapitre II

Dispositions relatives à la détention des chiens de la 1re et de la 2e catégorie  
visées à l'article 211-1 du code rural

Art. 2. - La déclaration et le récépissé prévus à l'article 211-3 du code rural doivent être conformes aux modèles fixés par arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre de l'agriculture et de la pêche. Ces documents indiquent le nom et l'adresse du propriétaire ou du détenteur, l'âge, le sexe et le type du chien, ainsi que la catégorie dont il relève. Les pièces mentionnées au II de l'article 211-3 du code rural sont jointes à la déclaration et visées dans le récépissé.

Art. 3. - La stérilisation des chiens mâles et femelles de la 1re catégorie, prévue au II de l'article 211-4 du code rural, ne peut s'opérer que par voie chirurgicale et de manière irréversible.

Elle donne lieu à la délivrance d'un certificat établi par le vétérinaire et qui est remis au propriétaire de l'animal ou à son détenteur.

Art. 4. - Il est justifié du respect de l'obligation d'assurance instituée au II de l'article 211-3 du code rural par la présentation d'une attestation spéciale établie par l'assureur.

Dans le cas où le souscripteur du contrat n'est pas le propriétaire ou le détenteur de l'animal, l'attestation mentionne le nom du propriétaire du chien ou du détenteur.

## Chapitre III

## Dispositions relatives au dressage des chiens au mordant

Art. 5. - Le dressage au mordant, mentionné à l'article 211-6 du code rural, ne peut être pratiqué que :

- a) Pour la sélection des chiens de race, dans le cadre des épreuves de travail organisées par une association agréée par le ministre chargé de l'agriculture ;
- b) Pour le dressage et l'entraînement des chiens utilisés dans les activités de gardiennage, surveillance ou transport de fonds. Les séances sont organisées au sein des entreprises qui exercent ces activités, dans les établissements de dressage mentionnés au IV de l'article 276-3 du code rural, ou sous le contrôle d'une association agréée par le ministre chargé de l'agriculture pour pratiquer la sélection canine.

Un arrêté du ministre chargé de l'agriculture et du ministre de l'intérieur fixe les modalités d'application du présent article.

Art. 6. - Le dossier de demande du certificat de capacité, prévu à l'article 211-6 du code rural, est adressé au préfet du département dans lequel le postulant a son domicile.

Le préfet peut délivrer le certificat de capacité aux postulants qui justifient :

- a) Soit d'une durée minimale de cinq années d'exercice de l'une des activités mentionnées au précédent article, en produisant un certificat de travail ou une attestation d'activité délivrée dans des conditions fixées par arrêté du ministre chargé de l'agriculture ;
- b) Soit de la possession d'un diplôme, titre ou certificat figurant sur une liste publiée par arrêté du ministre chargé de l'agriculture ;



## ANNEXE N° 1 (suite)

c) Soit de connaissances et de compétences suffisantes attestées par le directeur régional de l'agriculture et de la forêt, ou par le directeur de l'agriculture et de la forêt pour les départements d'outre-mer. Le contenu, les modalités d'évaluation des connaissances et des compétences ainsi que la liste des établissements habilités à participer à cette évaluation sont définis par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

Les pièces constituant le dossier de demande du certificat de capacité et les modalités de présentation de ce dossier et de délivrance du certificat sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'agriculture et du ministre de l'intérieur.

Art. 7. - Les frais de l'évaluation mentionnée au c de l'article 6 sont supportés par le candidat. Ils donnent lieu à la perception par l'Etat d'une redevance pour services rendus qui est exigible à l'occasion de chaque demande.

Le montant et les modalités de perception de cette redevance sont précisés par arrêté conjoint du ministre chargé de l'agriculture et du ministre chargé du budget.

## Chapitre IV

## Dispositions pénales

Art. 8. - Le fait, pour le propriétaire ou le détenteur d'un chien de la 1re ou 2e catégorie telles que définies à l'article 211-1 du code rural, de ne pas avoir procédé à la déclaration en mairie prévue à l'article 211-3 du même code est puni des peines prévues pour les contraventions de la 4e classe.

Le fait, pour le propriétaire ou le détenteur d'un chien de la 1re ou 2e catégorie telles que définies à l'article 211-1 du code rural, de ne pas être couvert par une assurance garantissant sa responsabilité civile pour les dommages causés aux tiers par l'animal, conformément à l'article 211-3-II du même code, est puni des peines prévues pour les contraventions de la 3e classe.

Le fait, pour le propriétaire ou le détenteur d'un chien de la 1re ou 2e catégorie telles que définies à l'article 211-1 du code rural, de ne pas avoir fait procéder à la vaccination contre la rage de cet animal est puni des peines prévues pour les contraventions de la 3e classe. Ces dispositions sont applicables même dans les départements n'ayant pas été officiellement déclarés infectés de rage.

Le fait, pour le propriétaire ou le détenteur d'un chien de la 1re ou 2e catégorie telles que définies à l'article 211-1 du code rural, de ne pas présenter à toute réquisition des forces de police ou de gendarmerie le récépissé de la déclaration en mairie tel que prévu par l'article 211-3 et les autres pièces, en cours de validité, mentionnées à l'article 211-3-II du code rural est puni des peines prévues pour les contraventions de la 3e classe.

ANNEXE N° 1 (suite et fin)

Art. 9. - Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de la défense, le ministre de l'agriculture et de la pêche et la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 29 décembre 1999

Lionel Jospin

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,  
Jean Glavany

Le garde des sceaux, ministre de la justice,  
Elisabeth Guigou

Le ministre de l'intérieur,  
Jean-Pierre Chevènement

Le ministre de l'économie,  
des finances et de l'industrie,  
Christian Sautter

Le ministre de la défense,  
Alain Richard

La ministre de l'aménagement du territoire  
et de l'environnement,  
Dominique Voynet

ANNEXE N° 2 : Décret n° 2000-1039 du 23 octobre 2000 – Décret relatif aux modalités de délivrance du certificat de capacité relatif à l'exercice des activités liées aux animaux de compagnie d'espèces domestiques, pris en application des dispositions de l'article L 914-6 (IV, 3°) du code rural

NOR: AGRG0001712D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu le code rural, notamment son article L. 914-6 (IV, 3o) ;

Vu l'ordonnance no 59-2 du 2 janvier 1959 modifiée portant loi organique relative aux lois de finances, notamment son article 5 ;

Vu le décret no 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret no 80-791 du 1er octobre 1980 pris pour l'application de l'article 276 du code rural ;

Vu le décret no 91-823 du 28 août 1991 relatif à l'identification des chiens, des chats et autres carnivores domestiques et à la tenue des locaux où se pratiquent de façon habituelle l'élevage en vue de la vente, la commercialisation, le toilettage, le transit ou la garde de ces animaux pris pour l'application des articles 276, 276-2 et 276-3 du code rural ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète :

Art. 1er. - Le dossier de demande du certificat de capacité mentionné au 3o du IV de l'article L. 914-6 du code rural est adressé au préfet du département du lieu où s'exerce l'activité pour laquelle le postulant demande le certificat de capacité.

Le préfet peut délivrer le certificat de capacité aux postulants qui justifient :

a) Soit d'une expérience professionnelle d'une durée minimale de trois années d'activité à titre principal, en tant que responsable ou employé dans l'exercice d'une ou plusieurs des activités mentionnées à l'article L. 914-6 du code rural ;

Soit d'une expérience relative aux soins et à la protection des animaux d'une durée minimale de trois années, comportant une activité représentant au moins un mi-temps au contact direct avec les animaux au sein d'une fondation ou d'une association de protection des animaux, reconnue d'utilité publique ou affiliée à une oeuvre reconnue d'utilité publique ;

b) Soit de la possession d'un diplôme, titre ou certificat figurant sur une liste publiée par arrêté du ministre de l'agriculture ;

c) Soit de connaissances suffisantes attestées par le directeur régional de l'agriculture et de la forêt ou par le directeur de l'agriculture et de la forêt pour les départements d'outre-mer. Le contenu, les modalités d'évaluation des connaissances ainsi que la liste des établissements habilités à participer à cette évaluation sont définis par arrêté du ministre de l'agriculture.

## ANNEXE N° 2 (suite et fin)

Les pièces constituant le dossier de demande du certificat de capacité ainsi que les modalités de présentation de ce dossier et de délivrance du certificat sont définies par arrêté du ministre de l'agriculture.

Nota – Ordonnance 2000-914 2000-09-18 art 11 (le livre IX du code rural, partie législative, devient le II du même code).

Art. 2. - Les frais de l'évaluation mentionnée au c de l'article 1er sont supportés par le candidat. Ils donnent lieu à la perception par l'Etat d'une redevance pour services rendus qui est exigible à l'occasion de chaque demande.

Le montant et les modalités de perception de cette redevance sont précisés par arrêté conjoint du ministre de l'agriculture et du ministre chargé du budget.

Nota – Ordonnance 2000-914 2000-09-18 art 11 (le livre IX du code rural, partie législative, devient le livre II du même code).

Art. 3. - Lors des contrôles mentionnés au I de l'article L. 914-23 par les agents des services vétérinaires, s'il apparaît que le titulaire du certificat de capacité a commis un acte contraire aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la santé et à la protection des animaux ou, dans l'exercice de son activité, des négligences ou des mauvais traitements susceptibles de porter atteinte à la santé et à la protection des animaux, le directeur des services vétérinaires établit un rapport et l'adresse au préfet du département. Celui-ci met en demeure l'intéressé de se conformer aux exigences qu'il lui prescrit dans un délai qu'il détermine et qui n'excède pas un mois et l'invite à présenter ses observations avant l'expiration de ce délai. Si, à cette date, le titulaire du certificat de capacité n'a pas satisfait aux injonctions du préfet, ce dernier peut prononcer la suspension du certificat de capacité pour une durée qui ne peut excéder trois mois, ou le retrait de celui-ci.

En cas de manquement entraînant une grave souffrance pour les animaux, le préfet peut prononcer immédiatement la suspension du certificat pour une durée qui ne peut excéder un mois.

Nota – Ordonnance 2000-914 2000-09-18 art 11 (le livre IX du code rural, partie législative, devient le livre II du même code).

Art. 4. - Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et le ministre de l'agriculture et de la pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 23 octobre 2000.

Lionel Jospin

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Jean Glavany

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,

Laurent Fabius

ANNEXE N° 3 : Décret n° 2001-1334 du 27 décembre 2001 portant assimilation à des fonds de concours pour dépenses d'intérêt public du produit de la rémunération de certains services rendus par le ministère de l'agriculture et de la pêche

NOR: AGRE0101935D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu l'ordonnance no 59-2 du 2 janvier 1959 modifiée portant loi organique relative aux lois de finances, notamment son article 19 ;

Vu le décret no 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret no 99-1164 du 29 décembre 1999 pris pour l'application du chapitre III du titre II du livre II du code rural, notamment son article 7 ;

Vu le décret no 2000-1039 du 23 octobre 2000 relatif aux modalités de délivrance du certificat de capacité relatif à l'exercice des activités liées aux animaux de compagnie d'espèces domestiques, pris en application des dispositions de l'article L. 914-6 (IV, 3o) du code rural,

Décète :

Art. 1er. - Sont assimilés à des fonds de concours pour dépenses d'intérêt public au bénéfice du ministère de l'agriculture et de la pêche à hauteur de 90 % de leur montant les produits des recettes encaissées au titre de la rémunération des services rendus instituée par les décrets du 29 décembre 1999 et du 23 octobre 2000 susvisés, au titre de la délivrance de certificats capacitaires.

Art. 2. - Un arrêté conjoint du ministre de l'agriculture et de la pêche et du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie précise les modalités de rattachement au budget de l'agriculture et de la pêche des recettes visées à l'article 1er du présent décret.

Art. 3. - Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'agriculture et de la pêche et la secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 27 décembre 2001.

Lionel Jospin

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Jean Glavany

Le ministre de l'économie,  
des finances et de l'industrie,

Laurent Fabius

La secrétaire d'Etat au budget,

Florence Parly

ANNEXE N° 4 : Arrêté du 27 décembre 2001 fixant les modalités de rattachement par voie de fonds de concours au budget du ministère de l'agriculture et de la pêche du produit de la rémunération de certains services

NOR: AGRE0101936A

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu l'ordonnance no 59-2 du 2 janvier 1959 modifiée portant loi organique relative aux lois de finances, notamment son article 19 ;

Vu le décret no 99-1164 du 29 décembre 1999 pris pour l'application du chapitre III du titre II du livre II du code rural ;

Vu le décret no 2000-1039 du 23 octobre 2000 relatif aux modalités de délivrance du certificat de capacité relatif à l'exercice des activités liées aux animaux de compagnie d'espèces domestiques pris en application des dispositions de l'article L. 914-6 (IV, 3o) du code rural ;

Vu le décret no 2001-1334 du 27 décembre 2001 portant assimilation à des fonds de concours pour dépenses d'intérêt public du produit de la rémunération de certains services rendus par le ministère de l'agriculture et de la pêche,

Arrêtent :

Art. 1er. - Le produit des recettes encaissées au titre de la rémunération de certains services définis par le décret du 27 décembre 2001 susvisé est rattaché par voie de fonds de concours au budget du ministère de l'agriculture et de la pêche sur le chapitre 43-23 (Actions de formation et actions éducatives du milieu rural).

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 27 décembre 2001.

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,  
Jean Glavany

Le ministre de l'économie,  
des finances et de l'industrie,  
Laurent Fabius

## ANNEXE N° 5 : Modèle d'attestation/récépissé

**REGLEMENT DE LA REDEVANCE DUE PAR LE CANDIDAT  
POUR L'EVALUATION DES CONNAISSANCES REQUISES  
POUR L'EXERCICE D'ACTIVITES LIEES AUX ANIMAUX  
DE COMPAGNIE D'ESPECES DOMESTIQUES**

**ATTESTATION**

*(à joindre au dossier de demande d'inscription et à adresser à :*

*..... nom et adresse du centre d'évaluation à compléter par le centre habilité :.....)*

Je soussigné M., Mme, Melle (*Nom, prénom*).....

Adresse résidence principale :

Tél

Certifie avoir réglé la somme de **61** (ou) **31** EUROS (*rayez la mention inutile*)

par : **espèces, chèque**, (*rayez les mentions inutiles*) **autre**.....

auprès du trésorier-payeur général de.....(*à préciser par le candidat*).....

J'ai pris connaissance que la vérification du paiement de cette redevance sera effectuée au moment de la délivrance de l'attestation de connaissances et de compétences, et que même en cas de succès aux évaluations, si la redevance n'a pas été payée, l'attestation ne me sera pas délivrée.

Date : ..... Signature :

-----(*partie à découper*)-----

**RECEPISSE**

*(à joindre au règlement de la redevance et adresser au trésorier-payeur général de)*

*.....adresse à compléter par le centre habilité avant envoi du dossier au candidat.....*

Paiement de la redevance pour l'évaluation des connaissances requises pour l'exercice d'activités liées aux **animaux de compagnie d'espèces domestiques**, en application du décret n° 2000-1039 du 23 octobre 2000 due par :

M, Mme, Melle (*Nom, prénom du candidat*).....

Adresse de la résidence principale :

Code du fonds de concours : (*à compléter par le trésorier-payeur général*)

Fait à : .....Le : .....

Signature

ANNEXE N° 6 : Arrêté du 25 mars 2002 relatif aux justificatifs de connaissances requis pour les personnes exerçant des activités liées aux animaux de compagnie d'espèces domestiques

NOR: AGRE0200698A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu le code rural, et notamment le livre II ;

Vu le décret n° 80-791 du 1<sup>er</sup> octobre 1980 pris pour l'application de l'article 276 du code rural ;

Vu le décret n° 91-823 du 28 août 1991 relatif à l'identification des chiens, des chats et autres carnivores domestiques et à la tenue des locaux où se pratiquent de façon habituelle l'élevage en vue de la vente, la commercialisation, le toilettage, le transit ou la garde de ces animaux, pris pour application des articles 276, 276-2 et 276-3 du code rural ;

Vu le décret n° 2000-1039 du 23 octobre 2000 relatif aux modalités de délivrance du certificat de capacité relatif à l'exercice des activités liées aux animaux de compagnie d'espèces domestiques, pris en application des dispositions de l'article L. 914-6 (IV. 3°) du code rural ;

Vu le décret n° 2001-1334 du 27 décembre 2001 portant assimilation à des fonds de concours pour dépenses d'intérêt public du produit de la rémunération de certains services rendus par le ministère de l'agriculture et de la pêche ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 2001 relatif à la liste des diplômes, titres et certificats requis pour les personnes exerçant des activités liées aux animaux de compagnie d'espèces domestiques ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2001 fixant les modalités de rattachement par voie de fonds de concours au budget du ministère de l'agriculture et de la pêche du produit de la rémunération de certains services ;

Vu l'arrêté du 15 janvier 2002 fixant les modalités de perception de la redevance due par les candidats pour la délivrance de l'attestation de connaissances requise pour l'exercice d'activités liées aux animaux de compagnie d'espèces domestiques.

Arrête :

Art. 1er. – L'attestation de connaissances, visée au C de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 23 octobre 2000 susvisé, est délivrée par le directeur régional de l'agriculture et de la forêt ou le directeur de l'agriculture et de la forêt pour les départements d'outre-mer, autorités territorialement compétentes, après évaluation organisée par un établissement de formation agricole ou vétérinaire habilité dont la liste figure en annexe 1.

Art. 2. – Le candidat adresse sa demande d'inscription à l'évaluation des connaissances directement à l'établissement habilité de la région de son lieu de résidence principale. Celui-ci lui transmet en retour un dossier d'inscription précisant les pièces justificatives nécessaires ainsi que les modalités d'évaluation.

Art. 3. – Le référentiel d'évaluation des connaissances requises pour l'obtention de l'attestation figure en annexe II.

Art. 4. – L'évaluation est administrée sous forme de questionnaire à choix multiples dont la correction est automatisée.

Le règlement de l'évaluation est précisé dans l'annexe III.



## ANNEXE N° 6 (suite)

Art. 5. – Le directeur régional de l'agriculture et de la forêt ou le directeur de l'agriculture et de la forêt pour les départements d'outre-mer désigne, pour une durée d'un an renouvelable, les membres d'une commission d'évaluation.

Cette commission comprend :

- un fonctionnaire de catégorie A, président, n'appartenant pas à l'établissement habilité ;
- un professionnel choisi parmi les représentants des organisations professionnelles concernées par les différentes activités nécessitant l'obtention du certificat de capacité.

La commission régionale d'évaluation est chargée de veiller au bon déroulement des opérations et de proposer au directeur régional de l'agriculture et de la forêt ou au directeur de l'agriculture et de la forêt pour les départements d'outre-mer la délivrance de l'attestation de connaissances aux candidats ayant obtenu le score fixé dans le règlement d'évaluation.

Art. 6. – Le directeur général de l'enseignement et de la recherche est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 mars 2002

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur général de l'enseignement  
et de la recherche  
J.-C. Lebossé

## ANNEXE N° 6 (suite et fin)

LISTE DES ÉTABLISSEMENTS HABILITÉS POUR L'ORGANISATION DE L'ÉVALUATION DES CONNAISSANCES REQUISES  
POUR L'EXERCICE D'ACTIVITÉS LIÉES AUX ANIMAUX DE COMPAGNIE D'ESPÈCES DOMESTIQUES

RÉGIONS	ÉTABLISSEMENTS	CENTRES D'ÉVALUATION
Alsace.....	EPLEFPA de Rouffach, 8, aux Remparts, 68250 Rouffach	EPLEFPA de Rouffach, 8, aux Remparts, 68250 Rouffach
Aquitaine.....	EPLEFPA Etienne-Restat, 47110 Sainte-Livrade	CFA de Lot-et-Garonne, 47110 Sainte-Livrade
Auvergne.....	EPLEFPA des Combrailles, avenue de la Gare, 63390 Saint-Gervais-d'Auvergne	CFA de Saint-Gervais-d'Auvergne, avenue de la Gare, 63390 Saint-Gervais-d'Auvergne
Bourgogne.....	EPLEFPA de Champs-sur-Yonne, 1, rue du Docteur-Schweitzer, 89290 Champs-sur-Yonne	CFPPA La Brosse, 89290 Venoy
Bretagne.....	EPLEFPA, 6, rue de Porhoët, BP 9, 22230 Merdrignac	LEGTA de Merdrignac, 6, rue de Porhoët, BP 9, 22230 Merdrignac
Centre .....	EPLEFPA, Areines, BP 106, 41106 Vendôme	CFPPA de Loir-et-Cher, Areines, BP 106, 41106 Vendôme
Champagne-Ardenne...	EPLEFPA, Châlons-ne-Champagne, 51460 Somme-Vesle	CFPPA de l'Epine, allée du Château, 51460 L'Epine
Corse.....	EPLEFPA, « Aghja-Rossa », 20290 Borgo-Marana	CFPPA de Borgo, « Aghja-Rossa », 20290 Borgo-Marana
Franche-Comté.....	EPLEFPA, Lucien-Quelet, 95, rue de Turenne, BP 127, 90300 Valdoie	EPLEFPA Lucien-Quelet, 95, rue de Turenne, BP 127, 90300 Valdoie
Guadeloupe.....	EPLEFPA de Guadeloupe, Convenance, 97122 Baie-Mahault	CFPPA de Basse-Terre, Chantilly, 97129 Lamentin
Guyane.....	EPLEFPA de Macouria, lieudit « Savane-Matiti », 97355 Macouria	CFPPA de Macouria, lieudit « Savane-Matiti », 97355 Macouria
Ile-de-France.....	EPLEFPA, Route des Princesses, 78100 Saint-Germain-en-Laye ENV Alfort, 7, avenue du Général-de-Gaulle, 94704 Maisons-Alfort Cedex	CFPPA de Saint-Germain-en-Laye, route des Princesses, 78100 Saint-Germain-en-Laye Ecole nationale vétérinaire, 7, avenue du Général-de-Gaulle, 94704 Maisons-Alfort Cedex
Languedoc-Roussillon	EPLEFPA de l'Hérault, site Agropolis, 3224, route de Mende, 34083 Montpellier Cedex 5	CFPPA de Pezenas, site « La condamne », 8 allée du Général Montagne, BP 83, 34120 Pezenas
Limousin.....	EPLEFPA Magnac-Laval, route de la Souterraine, 87190 Magnac-Laval	CFPPA de Magnac-Laval, 7, rue des Rochettes, 87300 Bellac
Lorraine.....	EPLEFPA de la Meuse, « Philippe-de-Vimorin », BP 249, 55006 Bar-le-Duc Cedex	CFPPA de la Meuse, « Philippe-de-Vimorin » BP 249, 55006 Bar-le-Duc Cedex
Martinique.....	EPLEFPA Croix-Rivail, Bois-Rouge, 97224 Ducos	CFPPA du Carbet, route des Pitons, 97221 Le Carbet
Midi-Pyrénées.....	EPLEFPA, La Vinadie, 46000 Figeac	CFA du Lot, avenue de la Garenne, 46500 Gramat
Nord-Pas-de-Calais....	EPLEFPA du Pas-de-Calais, route de Cambrai, 62217 Tilloy-lès-Mofflaines	CFPPA du Pas-de-Calais, route de Cambrai, 62217 Tilloy-lès-Mofflaines
Basse-Normandie.....	EPLEFPA Alençon, 250, avenue du Général-Leclerc, 61000 Alençon	EPLEFPA Alençon, 250, avenue du Général-Leclerc, 61000 Alençon
Haute-Normandie.....	EPLEFPA d'Yvetot, Auzebosc, BP 218, 76196 Yvetot Cedex	CFPPA de Seine-Maritime, 1333, rue Bernard-Thelu, BP 30, 76640 Fauville-en-Caux
Pays-de-la-Loire.....	EPLEFPA La Roche-sur-Yon, allée des Druides, 85035 La Roche-sur-Yon Cedex	CFPPA La Roche-sur-Yon, allée des Druides, 85035 La Roche-sur-Yon Cedex
Picardie.....	EPLEFPA, Fondation E.-Guynemer, 02650 Crézancy	CFPPA de Verdilly, 02400 Château-Thierry
Poitou-Charentes.....	EPLEFPA Poitiers-Venours, « Xavier-Bernard », 86480 Rouillé	CFA de la Vienne, antenne de Montmorillon, Château-Ringuet, BP 47, 86501 Montmorillon
Provence-Alpes-Côte d'Azur.....	EPLEFPA d'Aix-Valabre, 5065, route de Gardanne, 13548 Gardanne Cedex	CFPPA des métiers de l'animal, 5, boulevard de la République, 13100 Aix-en-Provence
Réunion.....	EPLEFPA Saint-Joseph, BP 8, 24, rue Babet, 97480 Saint-Joseph	EPLEFPA Saint-Joseph, BP 8, 24, rue Babet, 97480 Saint-Joseph
Rhône-Alpes.....	EPLEFPA, domaine de Cibeins, 01600 Misérieux ENV Lyon, 1, avenue Bourgelat, BP 83, 69280 Marcy-l'Etoile	EPLEFPA Edouard-Herriot, domaine de Cibeins, 01600 Misérieux Ecole nationale vétérinaire, 1 avenue Bourgelat, BP 83, 69280 Marcy-l'Etoile

ANNEXE N° 7 : Arrêté du 15 janvier 2002 fixant les modalités de perception de la redevance due par les candidats pour la délivrance de l'attestation de connaissances requise pour l'exercice d'activités liées aux animaux de compagnie d'espèces domestiques

NOR: AGRE0200158A

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu le code rural, et notamment le livre VIII ;

Vu l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 99-5 du 6 janvier 1999 relative aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2000-1039 du 23 octobre 2000 modifié relatif aux modalités de délivrance du certificat de capacité relatif à l'exercice des activités liées aux animaux de compagnie d'espèce domestiques pris en application des dispositions de l'article L. 914-6 (IV [3] du code rural,

Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. – La redevance pour services rendus, due par le candidat à la délivrance de l'attestation de connaissances et de compétences pour l'exercice d'activités liées aux animaux de compagnie d'espèces domestiques en application de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 23 octobre 2000 susvisé, est recouvrée comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine.

Art. 2. – Le montant de la redevance est fixé comme suit :

- traitement du dossier et mise en œuvre d'une évaluation sous forme de questionnaire à choix multiple : 61 € ;
- traitement du dossier et mise en œuvre d'une nouvelle épreuve sous forme de questionnaire à choix multiple : 31 €.

Art. 3. – Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 15 janvier 2002

*Le ministre de l'agriculture et de la pêche,*  
 Pour le ministre et par délégation :  
 Par empêchement du directeur général  
 de l'enseignement et de la recherche :  
*L'ingénieur en chef d'agronomie,*

J. REPARET

*Le ministre de l'économie,  
 des finances et de l'industrie,*

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement de la directrice du budget

*La sous-directrice,*

A. BOSCHE-LENOIR

ANNEXE N° 8 : Arrêté du 27 décembre 2001 fixant les modalités de perception de la redevance due par les candidats pour la délivrance de l'attestation de connaissances et de compétences requise pour le dressage de chiens au mordant

NOR: AGRE0102538A

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu le code rural, et notamment le livre VIII ;

Vu l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 99-5 du 6 janvier 1999 relative aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 99-1164 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. – La redevance pour services rendus due par le candidat pour l'évaluation des connaissances et des compétences pour le dressage de chiens au mordant est recouvrée comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine.

Art. 2. – Le montant de la redevance est fixé comme suit :

- traitement du dossier et mise en œuvre d'une évaluation complète des deux unités capitalisables constitutives du référentiel d'évaluation : 122 Euro ;
- traitement du dossier et mise en œuvre d'une nouvelle épreuve en vue de l'obtention d'une des deux unités de contrôle : 61 Euro.

Art. 3. – Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République française

Fait à Paris, le 27 décembre 2001.

*Le ministre de l'agriculture et de la pêche,*  
 Pour le ministre et par délégation :  
 Par empêchement du directeur général  
 de l'enseignement et de la recherche :  
*L'ingénieur en chef d'agronomie,*

J. REPARET